

Le triomphe Obama : il promet le changement¹

Le démocrate Barack Obama a remporté l'élection présidentielle américaine aux dépens du républicain John McCain, devenant ainsi le premier président de couleur de l'histoire des Etats-Unis.

« *Le changement arrive en Amérique* » a déclaré à peine élu le président Obama. Des scènes de liesse ont salué l'annonce de sa victoire à travers le pays, notamment dans son fief de Chicago, où des dizaines de milliers de personnes ont repris en cœur le slogan du candidat métis : « *Yes, we can* ».

« *Il a fallu longtemps. Mais ce soir, grâce à ce que nous avons accompli aujourd'hui et pendant cette élection, en ce moment historique, le changement est arrivé en Amérique* », a-t-il affirmé. « *Si jamais quelqu'un doute encore que l'Amérique est un endroit où tout est possible, se demande si le rêve de nos pères fondateurs est toujours vivant, doute encore du pouvoir de notre démocratie, la réponse lui est donnée ce soir* », a-t-il fait valoir, devant ses supporters. « *C'est votre victoire !* »

« *C'est une grande soirée. C'est une soirée incroyable* », s'est enthousiasmé le représentant de Géorgie John Lewis, qui fut violemment battu par la police dans les années 1960 lors d'une marche en faveur des droits civiques à Selma, dans l'Alabama.

L'élection d'Obama s'accompagne d'une victoire écrasante des démocrates au Congrès, où le parti de l'âne renforce sa majorité aussi bien au Sénat qu'à la Chambre des représentants.

L'arrivée à la Maison blanche de Barack Obama, né d'un père kényan noir et d'une mère blanche du Kansas, est un moment de l'histoire des Etats-Unis, 45 ans après l'apogée du mouvement pour les droits civiques menés par Martin Luther King.

La succession de George Bush s'annonce néanmoins difficile pour Obama, appelé à relancer l'économie du pays, gérer les guerres d'Irak et d'Afghanistan, composer avec un déficit public proche de 500 milliards de dollars et restaurer l'image du pays à l'étranger.

M. Obama devra également prendre garde à ne pas décourager l'immense espoir qu'il a fait naître dans l'électorat. Selon des sondages effectués à la sortie des urnes, plus de la moitié des électeurs ont affirmé que l'économie était leur principal sujet de préoccupation et pour 93 % des électeurs l'état de l'économie américaine n'est pas bon. M. Obama a obtenu la majorité des voix de ces électeurs inquiets.

Le premier président noir de l'histoire des Etats-Unis peut se targuer d'avoir obtenu environ la moitié des voix de l'électorat blanc, la quasi totalité des voix de la communauté noire et les voix de deux Américains d'origine hispanique sur trois. La période de transition va durer deux mois et demi, un délai à la fois long et extrêmement court.

Le 29 octobre 2008, concluant la longue publicité de trente minutes appelant à voter en sa faveur, M. Barack Obama avait lancé : « *Amérique, le temps du changement est venu. [...] Nous pouvons choisir d'investir dans la santé de nos familles, dans l'éducation de nos enfants et dans l'énergie renouvelable de notre avenir. Nous pouvons choisir l'espoir plutôt que la peur, le rassemblement plutôt que la division, la promesse du changement plutôt que le statu quo. [...] C'est cela l'enjeu, c'est pour*

¹ Analyse parue dans le N° 350 du *Journal du mardi*, 4 novembre 2008.

cela que nous nous battons. [...] Et si vous votez pour moi, nous ne gagnerons pas seulement cette élection, mais ensemble nous changerons ce pays et nous changerons le monde. »

Rien moins. *« Mes grands-parents m'ont appris alors que j'étais très jeune à quel point il est vital de défendre la liberté et comme chef des armées je n'hésiterai jamais à protéger notre pays. Président, je reconstruirai notre potentiel militaire de manière à affronter les défis du XXIe siècle. Je renouvellerai la diplomatie ferme, directe, qui empêchera l'Irak de se doter d'une arme nucléaire et qui endiguera les menées agressives de la Russie. Et je réorienterai nos efforts afin de finir le travail engagé contre Al-Qaida et les talibans en Afghanistan. Cependant, je n'oublierai jamais que quand j'envoie des soldats au combat, ce sont des fils et des filles, des pères et des mères qui partent. »* Pas vraiment la rupture avec les engagements militaristes de Washington. Il ne semble d'ailleurs plus guère être question d'un retrait rapide d'Irak.

Les amis républicains

Pour l'emporter, Obama a pu compter sur de curieux renforts. Comme celui de Colin Powell, l'ancien commandant des forces armées américaines pendant la guerre d'Irak et le premier secrétaire d'Etat du président George W. Bush *« M. Powell est en effet un des piliers de l'establishment républicain, et il a servi successivement les présidents Ronald Reagan, George H. W. Bush et George W. Bush. Au moment de l'entrée en guerre des Etats-Unis contre l'Irak, en 2002-2003, alors secrétaire d'Etat, M. Powell fut le porte-parole, auprès des Nations unies mais pas seulement, de toutes les inventions de l'administration Bush : armes de destruction massive en Irak, liens entre le régime de Saddam Hussein et Al-Qaida, etc. »* a rappelé *Le Monde diplomatique*. *« Ce revirement de M. Powell avait fait écho à d'autres ralliements à la candidature de M. Obama, tout aussi significatifs, tel celui du Chicago Tribune, un journal qui avait presque toujours soutenu le candidat républicain à l'élection présidentielle. »*

Le nouveau président aura aussi des comptes à rendre au grand patronat. Ainsi, le lobby des compagnies pharmaceutiques, le PhRMA (Pharmaceutical Research & Manufacturers of America), a réparti ses 13,2 millions de dollars alloués aux élections pour le renouvellement de la Chambre des représentants entre trois républicains et... vingt-cinq démocrates ! *« L'industrie du médicament s'adapte au coup de poing démocrate annoncé »,* titrait le 24 octobre le *Wall Street Journal*. *« Pour les patrons américains, plus qu'un soutien personnel, financer une campagne est d'abord un pari stratégique qui vise à préserver les intérêts de leur entreprise. Les lobbies, eux, contribuent à promouvoir les intérêts généraux du secteur qui les rémunère. »*²

Or, des études montrent que les Américains sont de plus en plus en danger en matière de santé. Ils sont ainsi nombreux à reporter des soins nécessaires, 36 % selon un sondage mené début octobre par la Fondation Kaiser, contre 29 % en avril dernier. Près d'un tiers des personnes interrogées dans cette enquête ont également déclaré avoir fait l'impasse sur un examen ou un traitement recommandés, au lieu de 24 % précédemment. Les prescriptions médicales ont vu leur nombre reculer de 0,4 % au deuxième trimestre. Une étude de l'Association nationale des agents d'assurance remontant à juillet montre que 11 % des Américains ont réduit le nombre des médicaments prescrits qu'ils absorbent ou leur dosage. Parallèlement, les hôpitaux font état d'une hausse de la fréquentation aux urgences. Une tendance qui s'explique notamment par une augmentation du nombre d'Américains sans assurance maladie. Le taux de chômage aux États-Unis est passé en un an de 4,7 % à 6,1 %, et de nombreuses

² « Les patrons américains réajustent en faveur d'Obama ». *Le Monde*, le 29 octobre 2008.

personnes se sont retrouvées sans couverture médicale en perdant leur emploi. Mais ils ne sont pas les seuls à souffrir du marasme économique.

Les ravages de la crise des subprimes

La crise des « subprimes » est loin d'être finie aux États-Unis. On estime que chaque jour, entre juillet et septembre, 2 700 Américains en moyenne, contre 1 200 il y a un an, ont vu leur logement saisi, faute de ne pouvoir faire face aux mensualités de leur crédit hypothécaire à taux variable. Ces données montrent l'extrême gravité d'une situation, où les Américains étranglés par les subprimes ne sont pas ou très peu aidés par les banques, les sociétés de crédit ni par le gouvernement, plus prompt à voler au secours des grandes institutions financières. Plus de quatre millions de propriétaires avaient au moins un mois de retard dans le remboursement de leur crédit fin juin, selon des données de la Mortgage Bankers Association, et un nombre record de 500 000 étaient visés par une procédure de saisie. La raison principale des difficultés des emprunteurs pour faire face à leurs crédits est la perte d'emploi ou d'une source de revenus, consécutive par exemple à un divorce ou au décès du conjoint. Il y a deux ans, 36 % des arriérés de remboursement étaient liés à une perte de revenus ou au chômage, mais ce chiffre a grimpé à 45 % cette année sur fond de hausse du taux de chômage aux États-Unis

Amérique latine : attentes et prudence

Obama est attendu au tournant. Contrairement à son rival républicain John McCain, qui en matière de relation avec l'hémisphère Sud avait annoncé qu'il s'inscrivait dans le sillage de la stratégie bushienne (interventionnisme pour se débarrasser des présidents gênants, maintien, voire renforcement, du blocus contre Cuba), le candidat démocrate s'est quant à lui montré plus prudent à l'égard de ses homologues latino-américains. Et pour cause, l'« arrière-cour » de Washington est devenue un terrain miné. Durant l'administration Bush, l'accession d'une dizaine de gouvernements de gauche et de centre gauche a mis à mal l'impérialisme US, la souveraineté reprenant de droit ses quartiers. Les États-Unis ont été également mis en échec dans leur projet de zone franche continentale de libre-échange. Au sein même de l'Organisation des États américains, la première puissance mondiale s'est plus d'une fois retrouvée isolée dans ses choix, tout comme à l'ONU où une écrasante majorité d'États (185 sur 192) ont condamné le blocus des États-Unis à l'encontre de Cuba. Si, durant la campagne électorale, l'Amérique latine a été reléguée au second plan, elle n'en reste pas moins une priorité géostratégique : en témoignent les tentatives de déstabilisation orchestrées depuis la Maison-Blanche contre des gouvernements démocratiquement élus tels que ceux du Venezuela et de la Bolivie. Le prochain occupant du bureau ovale aura donc fort à faire pour reprendre pied en Amérique latine. Il lui faudra pour cela parler d'égal à égal avec ses voisins du Sud. Dans cet esprit, seul Barack Obama semble jouir d'une certaine crédibilité à la faveur de sa disposition au dialogue. C'est du moins ce que croient les présidents brésilien et argentin. D'autres, plus pragmatiques, comme le chef de l'État vénézuélien, s'attacheront aux actes concrets. À commencer par la levée du blocus contre Cuba.